

Pouvoir d'emprunt—Loi

ment, mais qu'il ne le fait pas. Au contraire, il a réduit les dépenses à ce titre. C'est plus que du boniment, c'est une contre-vérité.

Non, ce ne sont pas tant ses boniments qu'il faut reprocher au gouvernement, mais plutôt le fait qu'il ne tient pas ses promesses. Mais surtout, il est incapable de présenter des budgets et des politiques répondant aux besoins du pays. Je vois sourire les députés d'en face. Ils reconnaissent que c'est vrai.

J'ai repensé au discours du député de Hamilton Mountain (M. Deans), dans lequel mon collègue citait les nombreuses fois où les députés d'en face ont pris position tantôt d'un côté tantôt de l'autre, lorsqu'ils siégeaient dans l'opposition. Bien sûr, cela révèle la perfidie des conservateurs. Néanmoins, réflexion faite, ce n'est pas nécessairement vrai. Cela témoigne peut-être d'une façon immorale de concevoir la politique, mais cela révèle peut-être aussi, que quelle que soit la politique du gouvernement, il peut y avoir dans les rangs du parti d'en face des divergences d'opinions marquées et suffisamment de gens qui ne supportent pas la stupidité et qui sont prêts à nous écouter. Les députés d'en face souhaitent peut-être entendre des arguments susceptibles de les inciter à s'opposer à certaines des erreurs commises par le gouvernement.

Il ne me reste que quelques minutes. Lorsqu'on me demande de prendre la parole dans ce genre de circonstances, il n'est difficile de laisser de côté les quatre grandes questions auxquelles je m'intéresse particulièrement en tant que critique de mon parti. Il s'agit de la jeunesse, de l'enseignement postsecondaire, de la science et de la technologie ainsi que des droits de la personne. Comme je l'ai déjà dit, ces questions sont en rapport avec la politique établie sur ce plan et l'avenir de notre pays. Ces dernières semaines, les problèmes de la jeunesse ont été portés à notre attention dans des circonstances tragiques. En fait, c'est l'inaction du gouvernement que je trouve révoltante, plutôt que ses paroles.

Je comprends que le secrétaire d'État (M. Bouchard), la ministre d'État à la Jeunesse (M^{me} Champagne) et le premier ministre puissent voir dans la manifestation du bon sénateur une insulte au Parlement. C'est compréhensible. Toutefois, ils sont allés plus loin. Le secrétaire d'État a laissé entendre que le gouvernement refusera de répondre aux besoins évidents de la jeunesse simplement parce que dans l'antichambre du Sénat un sénateur fait une grève de la faim. Comme nous l'avons déjà dit, quand on a 700,000 jeunes chômeurs, c'est que les choses vont vraiment mal. Un grand nombre d'entre eux se prostituent dans les rues. Il y en a également beaucoup qui n'ont pas de quoi manger et qui se retrouvent dans les refuges pour vagabonds. Nombreux sont les jeunes qui sont poussés vers la criminalité. Un bon nombre d'entre eux deviennent asociaux au point de ne pouvoir jamais réintégrer la collectivité. Leurs besoins sont évidents et criants. Le simple fait que le gouvernement n'y réponde pas montre bien qu'il n'acceptera jamais de céder devant un homme qui manifeste son inquiétude, même s'il risque d'en mourir. Pourquoi le gouvernement refuserait-il d'assumer ses responsabilités simplement à cause de cette manifestation dramatique?

● (1710)

Le premier ministre a promis que des mesures seraient prises à l'égard des programmes pour la jeunesse, en plus de tout ce qu'il dit avoir déjà fait. La ministre d'État chargée de

la Jeunesse nous a déclaré avoir lu le rapport du groupe de travail néo-démocrate et celui du comité sénatorial et être à mettre au point un programme qui sera lancé très bientôt. Puis, nous avons entendu le secrétaire d'État du Canada dire vendredi dernier: «Mon Dieu, je ne suis absolument pas au courant! A ma connaissance, nous n'aurons pas de programme pour les jeunes».

La perfidie, les faux-fuyants et le don qu'a le gouvernement de nous induire en erreur, alliés à son refus de répondre, en font un bien piètre modèle pour qui que ce soit, surtout pour les jeunes. Le budget constitue une réponse déloyale aux besoins de tant de jeunes Canadiens, et cela doit changer et vite.

[Français]

Le président suppléant (M. Charest): Débat, l'honorable député de Jonquière (M. Blackburn) a la parole.

M. Jean-Pierre Blackburn (Jonquière): Monsieur le Président, je n'avais pas l'intention aujourd'hui d'intervenir dans le présent débat sur le projet de loi C-99 portant pouvoir d'emprunt de 22 milliards 600 millions, mais lorsqu'on entend les propos des députés de l'opposition, c'est plus fort que moi, je ne peux pas laisser passer cela sous silence. Je trouve bien regrettable d'ailleurs que certains députés de l'opposition tentent de projeter une image si négative et peu responsable auprès de la population, alors que notre budget a fait preuve de beaucoup d'imagination et de cohérence en regard de la situation financière dont nous avons hérité et également de sensibilité auprès des gens les plus démunis.

Ce serait tellement facile, monsieur le Président, de faire comme le gouvernement précédent, c'est-à-dire d'augmenter nos dépenses. Nous pourrions également grossir la Fonction publique, accroître le nombre de sociétés de la Couronne. Nous pourrions aussi réduire les impôts, nous pourrions augmenter les allocations familiales, augmenter les pensions de sécurité de la vieillesse. A court terme, cela plairait sûrement aux Canadiens, mais nous nous dirigerions vers un abîme financier sans issue possible.

Notre gouvernement a plutôt opté pour une réduction des dépenses et a demandé un effort additionnel aux Canadiens pour redresser notre économie au plus vite. Voilà, monsieur le Président, ce qu'on appelle un gouvernement responsable.

Nous maintenons nos objectifs que nous nous sommes fixés comme gouvernement et comme bon administrateur; il y en a deux. Il y a d'abord celui de la bataille contre le déficit que nous maintenons et le deuxième, c'est l'encouragement à l'investissement au sein des entreprises qui, par un effet direct, créent des emplois. Dernièrement, le député de Vancouver Quadra et chef de l'opposition (M. Turner) disait: Il n'est pas nécessaire d'être un génie pour hausser des taxes. Celui qui disait cela, monsieur le Président, a été ministre des Finances. Il est le père du déficit au Canada. Il a pris le gouvernement et il l'a amené avec un déficit de 56 millions, et cela en 43 mois. C'est cela sa performance. Nous, nous avons pris le gouvernement avec un déficit accumulé de 200 milliards de dollars qui continue à augmenter au rythme de 35 à 40 milliards par année. Et, d'ici 20 ans, au taux de 10 p. 100 d'intérêt, on atteindrait 1,000 milliards de dollars si on continuait dans le même sens. Cela à 10 p. 100 d'intérêt, c'est 100 milliards d'intérêt par année de remboursement. Et 100 milliards d'intérêt... notre budget est d'environ 116 milliards présentement.